



L'hebdomadaire Jeune Afrique, dans un article publié sur son site internet le 28 décembre 2022, lève un pan de voile sur le contenu du courrier que le leader du MRC, Maurice Kamto, est personnellement allé déposer sur la table du président Paul Biya.

Lecture

Le président du Mouvement pour la renaissance du Cameroun a déposé au palais présidentiel d'Etoudi un courrier destiné au chef de l'État, le 21 décembre. Si Maurice Kamto n'a pas souhaité communiquer sur son contenu, Jeune Afrique a appris la teneur de ce mystérieux pli.

La photographie a fait grand bruit. Partagée sur les réseaux sociaux, elle montre l'un des véhicules de Maurice Kamto au niveau de l'une des entrées du palais d'Etoudi, siège de la présidence camerounaise. Le 21 décembre, l'opposant s'y est en effet rendu afin de déposer en main propre un dossier aux agents de la Direction de la sécurité présidentielle en poste sur place.

Une affaire de politique internationale

Depuis, les spéculations vont bon train, le président du Mouvement pour la renaissance

du Cameroun (MRC) lui-même ayant choisi de ne pas dévoiler le contenu du pli adressé au chef de l'État, Paul Biya. Son parti s'est simplement fendu, le 23 décembre, d'un communiqué évoquant « un courrier portant sur un sujet sensible d'intérêt national ».

Selon les informations de Jeune Afrique, le dossier de Maurice Kamto concerne une affaire de politique internationale, en l'occurrence le différend qui oppose le Cameroun et le Nigeria autour de la presqu'île de Bakassi. Celle-ci est au cœur d'un conflit juridique que se livrent Abuja et Yaoundé devant la Cour internationale de justice (CIJ) depuis plus de quinze ans.

Même si la CIJ a rendu dès 2002 un arrêt demandant au Nigeria de céder au Cameroun le territoire disputé, plusieurs désaccords demeurent en effet entre les deux pays au sujet du tracé de la frontière. En outre, un mouvement séparatiste nigérian, qui lutte pour l'indépendance du Biafra, opère dans la région, affrontant régulièrement l'armée camerounaise.

Au nom de l'« intérêt national »

Cinq soldats du Bataillon rapide d'intervention (BIR, forces spéciales camerounaises) y ont ainsi été tués en juillet dernier dans des affrontements avec les rebelles biafrais. « La région est toujours en proie à l'instabilité et il y a au Nigeria de plus en plus de voix qui s'élèvent pour remettre en question le jugement de la CIJ de 2002 », résume un expert à Yaoundé.

Or Maurice Kamto a été l'un des principaux acteurs du dossier de Bakassi du côté des autorités camerounaises. Avocat, spécialisé en droit international public, l'opposant a ainsi fait partie de la délégation désignée par Paul Biya lors des négociations ayant abouti à la décision de la CIJ en 2002 puis aux accords de rétrocession entre Yaoundé et Abuja en 2006.

C'est à la suite de cette première victoire qu'il sera nommé ministre délégué en 2004. « Kamto a observé que certains leaders nigériens souhaitaient profiter de la situation du Cameroun, et notamment du conflit dans les régions anglophones, pour revendiquer Bakassi de nouveau », explique un de ses proches. Il aurait alors « proposé son analyse du dossier » à Paul Biya, au nom de « l'intérêt national ».